



Voter contre l'UE aura été, pour de nombreux Britanniques, une forme de rébellion contre l'establishment mondialisé.

T. MELVILLE/REUTERS

LA BOMBE À FRAGMENTATION

Depuis que 52 % des Britanniques ont approuvé le Brexit, le Royaume-Uni est menacé d'éclatement, les grands partis se déchirent, la City est inquiète et une partie de la population ne reconnaît plus son pays.

PAR MARC EPSTEIN

Jamais un discours de victoire n'a paru si funèbre. Quelques heures après l'annonce des résultats du référendum sur le maintien ou la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 24 juin, Boris Johnson, héros des partisans du Brexit, s'exprime, vêtu de noir, l'œil sombre : « Je veux dire aux jeunes qu'ils continueront à profiter de l'Europe et d'y voyager. » Pourquoi l'ancien maire de Londres semble-t-il effondré et sur la défensive ? Une partie de l'explication apparaît en bas des écrans de télévision, au moment précis où il prend la parole : la livre sterling

décroche, ce matin-là, pour atteindre son niveau le plus bas depuis 1985. En sortant de son domicile, aussi, moins d'une heure plus tôt, Johnson avait été hué par une foule de jeunes Londoniens en colère. Toutefois, la plus mauvaise nouvelle de la matinée, de son point de vue, est sans doute la déclaration surprise de David Cameron, Premier ministre sortant. Ces deux-là ont longtemps été proches, au point d'échanger plusieurs SMS par jour. Mais ils ne s'adressent plus la parole depuis le 21 février, quand Boris Johnson, à la surprise générale, a pris la tête de la campagne pour que le Royaume-Uni

quitte l'UE. Or, ce 24 juin, à 9 h 15, le chef du gouvernement annonce qu'il entend démissionner avant l'automne et qu'il reviendra à son successeur d'invoquer auprès de l'Union européenne l'article 50 du traité de Lisbonne, qui définit les modalités d'un retrait. Ce faisant, Cameron transforme le Brexit en une bombe à fragmentation et réduit à néant les ambitions politiques de ses principaux rivaux, qui rêvent de prendre sa relève, à commencer par Boris Johnson.

Durant toute la campagne, en effet, Cameron s'est engagé à activer rapidement l'article 50 du traité de Lisbonne en cas de vote favorable au Brexit. Mais le Premier ministre a changé d'avis. Tout en annonçant son départ, il laisse le soin de déclencher le divorce entre Londres et Bruxelles à celui ou celle qui lui succédera au 10 Downing Street.

La société anglaise apparaît en guerre contre elle-même

Ce petit changement de calendrier n'est pas anodin. Car le prochain chef du gouvernement va hériter d'un des postes les moins enviables qui soient. De deux choses, l'une. Soit il renonce à donner le top départ du désengagement et s'abstient d'invoquer l'article 50, et il sera perçu comme celui qui trahit la volonté des Britanniques telle qu'elle s'est exprimée le 23 juin. Soit il lance le processus, et son nom restera lié à toutes les épreuves à venir – ralentissement économique probable, baisse quasi certaine des investissements étrangers, risque d'éclatement du royaume si les Écossais cèdent à leur tentation séparatiste, une montagne de difficultés pour adapter la législation nationale à une myriade de traités commerciaux et d'accords fiscaux... Le tout, alors que les deux principaux partis représentés à la Chambre des communes, les conservateurs et les travaillistes, sont plus divisés que jamais et que la société anglaise apparaît en guerre contre elle-même – pauvres contre riches, jeunes contre seniors, démocratie représentative contre démocratie directe...

Car le scrutin – et son analyse démographique a posteriori – a mis à mal un pacte social déjà fragile. Que s'est-il passé? Selon les spécialistes de la carte électorale, qui ont observé les résultats dans chacun des 382 bureaux de décompte des voix, les partisans du Brexit, majoritaires dans les urnes, sont souvent âgés et d'un milieu socioculturel moins favorisé que la moyenne. Dans les cinq régions les plus favorables au départ du Royaume-Uni de l'UE, le revenu médian est de 18 500 livres sterling (22 740 euros au lendemain du référendum), les non-diplômés

A Londres, le prochain chef du gouvernement va hériter d'un des postes les moins enviables qui soient



En annonçant sa démission avant l'automne, le Premier ministre, David Cameron, laisse son successeur assumer le résultat du référendum.

paradoxe, les régions les plus hostiles à l'UE sont celles qui bénéficient des aides européennes les plus généreuses. Et ce n'est pas tout. Les jeunes sont largement partisans du maintien de leur pays au sein du club européen, mais c'est le groupe d'âge qui s'est le moins déplacé pour voter. Résultat : ils ont moins pesé que les seniors, qui se sont rendus aux urnes en grand nombre.

Dans ce pays qui a accueilli depuis dix ans près de 3 millions de migrants, souvent issus de l'UE ou des pays membres du Commonwealth, les électeurs favorables au Brexit ressentent la multiplication des épiceries polonaises et des mosquées pakistanaïses comme une menace pour leur mode de vie. Leur crainte d'un déclassement est compréhensible : ces Britanniques sont les principales victimes des innombrables coupes budgétaires opérées dans les services publics au fil des ans, notamment dans le secteur de la santé. Leurs emplois ont été les premiers à être supprimés au lendemain de la crise financière de 2007-2008, qui a aussi pesé sur le montant des pensions de retraite. Désinformés par une presse populaire irresponsable, les plus vulnérables voient l'Union européenne comme l'origine de tous leurs

►► maux ; contre l'avis de leur Premier ministre, de la majorité des élus, des économistes et des experts de tout poil, sans oublier Barack Obama, ils ont voté pour claquer la porte de Bruxelles. « Les habitants de ce pays sont fatigués d'écouter les experts », a résumé le ministre de la Justice, Michael Gove, partisan du Brexit. On ne saurait mieux dire : voter contre l'UE aura été, pour beaucoup d'entre eux, une forme de rébellion contre l'establishment mondialisé. Celui de Bruxelles, celui de Londres et celui de la City. Les oubliés et les sans-grade ont pris leur revanche – sans comprendre qu'ils remettaient en question l'une des rares institutions qui les protégeait quelque peu.

Le leadership du Parti conservateur est désormais dans la balance

A présent que le peuple s'est prononcé, comment faire ? Faut-il conclure un accord de libre-échange, comme celui péniblement négocié entre le Canada et l'UE ? Ou vaut-il mieux envisager une série d'accords bilatéraux, selon une méthode éprouvée par la Suisse ? Le royaume devrait-il rejoindre l'Espace économique européen, comme l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein ? Et, dans ce cas, quel prix est-il prêt à payer pour continuer à bénéficier du marché unique ? Si les Britanniques veulent bel et bien claquer la porte du club européen, ils vont devoir répondre à chacune de ces questions et à des milliers d'autres, souvent complexes. Et, puisque le référendum du 23 juin est purement consultatif et n'entraîne pas d'obligation légale, il reviendra au futur gouvernement et au Parlement de négocier et de mettre en œuvre les modalités du désengagement.

Ce ne sera pas simple. Au Royaume-Uni comme en France, en effet, la classe politique est en majorité favorable à l'UE : à la Chambre des communes, environ 3 députés sur 4 prônaient le maintien du pays au sein de l'Europe. Comment ces députés pourraient-ils appliquer une politique à laquelle ils sont hostiles ? Dans un passé récent, plusieurs votes populaires dans des pays membres de l'UE ont été « retournés » par les

Les classes populaires (ici, une marche pour la défense des retraites, en 2011) ont tendance à rendre l'Union européenne responsable de tous leurs maux.



P. ELLIS/APF

politiciens nationaux, au prix de quelques contorsions. Ainsi, lors du référendum français du 29 mai 2005, près de 55 % des votants ont rejeté le projet de Constitution pour l'Europe ; pourtant, le 8 février 2008, le traité de Lisbonne, qui reprend les principaux éléments de la défunte Constitution, a été ratifié par voie parlementaire. Les députés de Londres pourraient-ils tenter de maintenir le Royaume-Uni dans l'UE, malgré le vote du 23 juin, au prix de manœuvres difficilement imaginables ? La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, menace déjà de mettre son veto à un éventuel Brexit. Et des diplomates français, en privé, n'excluent pas que le Royaume-Uni renonce à quitter l'UE, compte tenu du prix exorbitant à payer.

L'ensemble du processus, quel qu'il soit, s'annonce long et tortueux. Nul doute que Nigel Farage, leader de Ukip, parti populiste et xénophobe, mettra à profit l'impatience de ses concitoyens hostiles à l'UE pour alimenter les fantasmes sur la nomenclature de Westminster, soupçonnée de comploter derrière le dos des honnêtes électeurs. D'autant que la politique d'immigration n'est pas près d'évoluer. Sa démagogie peut se révéler payante. Ici comme ailleurs, un nombre croissant de citoyens délaisse les médias traditionnels et leurs informations, préférant échanger sur les réseaux sociaux, entre « amis » qui partagent le même avis. La confrontation des idées, alors, se résume souvent à « apporter des réponses simples à des questions compliquées ».

A la Chambre des communes, environ 3 députés sur 4 prônaient le maintien du pays au sein de l'Europe

Pour ne rien arranger, les rares élus favorables au Brexit sont divisés sur la marche à suivre. Certains, tel Daniel Hannan, député européen du Parti conservateur, prônent une économie aussi dérégulée que possible et la quasi-suppression de l'impôt sur le revenu – une variante européenne de Singapour ou de Hongkong. Demain, la City pourrait se lancer dans un dumping fiscal et réglementaire afin de s'imposer comme le paradis fiscal de l'Europe. Mais la grande majorité de ceux qui se sont prononcés pour le Brexit, le 23 juin, réclament quant à eux moins de mondialisation et davantage de protectionnisme.

Comment la démocratie britannique viendra-t-elle à bout de ces aspirations contradictoires ? Avec l'annonce du départ de David Cameron, le leadership du Parti conservateur est désormais dans la balance. Dans le Labour, aussi, la bagarre a déjà commencé : des députés ont appelé, en début de semaine, à un vote de défiance contre Jeremy Corbyn, le leader du parti, accusé d'avoir mené une campagne trop molle en faveur du maintien dans l'UE, et jugé trop à gauche pour espérer l'emporter lors d'une nouvelle élection législative.

La nature parlementaire du régime rend possibles des élections, justement, avant la fin de l'année. Mais les conservateurs risquent alors de perdre la majorité, cédant la place

Après Cameron, qui ?

P. NICHOLLS/REUTERS



THERESA MAY

D'ici au mois d'octobre, quand le Parti conservateur se réunira en congrès à Birmingham, le Premier ministre sortant laissera sa place à celui ou à celle qui sera désigné(e) tête de file par les militants. Boris Johnson, leader du camp pro-Brexit, est donné gagnant par les bookmakers

M. TURNER/REUTERS



BORIS JOHNSON

britanniques, mais les tories ont souvent changé d'avis, dans le passé, lors des courses au leadership. Le profil de la ministre de l'Intérieur, Theresa May, réputée eurosceptique mais qui était dans le camp du maintien, pourrait mieux permettre de cicatiser les plaies ouvertes au sein du mouvement.

à un gouvernement minoritaire constitué des travaillistes et de nationalistes écossais, accompagnés éventuellement de libéraux-démocrates. Nul doute qu'un tel équipage refuserait de négocier les modalités du désengagement britannique. Les électeurs auront été confrontés, entre-temps, à la chute de leur monnaie nationale et à la hausse des taux d'intérêt, à l'effondrement de la Bourse et aux fermetures d'usines, notamment dans l'industrie automobile. Pourraient-ils changer d'avis ? Parmi les conservateurs partisans de l'UE, lord Heseltine, ancien ministre de Margaret Thatcher, réclame déjà la convocation d'un nouveau référendum, à l'issue des négociations avec Bruxelles sur les conditions d'un désengagement...

En attendant, le Royaume-Uni est menacé d'éclatement, l'Union européenne pourrait perdre sa deuxième puissance économique et l'un des rares Etats membres à disposer de forces militaires et d'un outil diplomatique de poids, tandis que le monde occidental apparaît soudain divisé, conformément aux désirs d'un Vladimir Poutine. Demain, qui sait si le vote britannique aura un effet contagieux – en France et ailleurs ? Dans l'histoire du Royaume-Uni, un pays exemplaire à bien des égards, le référendum du 23 juin 2016 risque d'apparaître comme l'un des événements les plus dramatiques depuis la Seconde Guerre mondiale. *Good bye. And good luck.* 🇬🇧



QUALITY FOR MEN



**100% DES MODÈLES EN
SOLES OU PROMOTIONS**

Chemises
à partir de ~~50€~~ **19€**



Chaussures Ville
à partir de ~~139€~~ **99€**



Chaussures Détente
à partir de ~~79€~~ **59€**

Selon les dates en vigueur - Visuels non contractuels

NOS BOUTIQUES

PARIS 4° 35, bd Henri IV - PARIS 6° 116, bd St Germain - PARIS 7° 39, bd Raspail - PARIS 8° 11, rue La Boétie
 PARIS 8° 76/78, av. des Champs Elysées - PARIS 8° 4, rue Chauveau Lagarde - PARIS 17° Palais des Congrès
 BRUXELLES Galerie de la Porte Louise - MARSEILLE 6° 32, rue Montgrand - ANNECY 7, rue Sommeiller
 LYON 1° 20, rue Lanterne - LYON 2° 4, rue Childebert - LYON 6° 51, cours Franklin Roosevelt

SHOP ONLINE

WWW.BEXLEY.COM
- Leader depuis 1996 -

Chaussures, Prêt-à-porter, Accessoires